

DÉMOCRATIE : LA LEÇON ANGLAISE

Grand coup de balai sur la civilisation : la saison automne-hiver 2020-2021 a remis au placard ces concepts ringards, liberté, responsabilité, toutes ces vieilles lunes datant d'une époque où l'on s'imaginait que la démocratie pouvait être un horizon plus noble que la soumission ou l'anesthésie. On en est désormais à envisager entre les chapons de Noël et le couvre-feu du 31 décembre une loi d'urgence sanitaire autorisant l'instauration d'un passeport vaccinal pour récompenser les bons citoyens et repérer les mauvais. La Chine comme modèle de gestion des hommes...

Dans ce contexte, on comprend que toute manifestation d'une quelconque indépendance vis-à-vis du dogme universel semble parfaitement baroque. C'est sans doute pourquoi les médias français ont tant de mal à analyser depuis quatre ans et demi le feuilleton désarmant du Brexit. Et, même lorsque le feuilleton touche à sa fin, la tentation est visiblement grande pour nombre de commentateurs de continuer à nous raconter l'histoire des méchants Britanniques et de leur Premier ministre clownesque face aux héros européens vainqueurs parce que unis, comme dans une série B. Nous aurons donc eu droit à tous les poncifs, ceux-là mêmes qu'on nous sert depuis quatre ans.

Petit retour en arrière : les Anglais, en 2016, avaient voté pour quitter l'Union européenne, mais, le lendemain, ils le regrettaient déjà. D'ailleurs, tout leur personnel politique allait faire en sorte d'éviter cette catastrophe aux conséquences dignes des sept plaies d'Égypte. Theresa May, en particulier, qui se battait pour faire respecter le choix du peuple britannique, n'avait en fait, nous expliquaient ces brillants analystes, aucune intention de laisser son pays marcher vers le chaos. Les électeurs, eux, renouvelaient leur vote par deux fois, en portant au pouvoir Boris Johnson ? Peu importe, ils ne voulaient pas du Brexit. Quant audit Boris Johnson, qui négociait comme un beau diable pour obtenir un accord, nos fins tacticiens nous racontaient qu'il faisait semblant. Il ne voulait pas porter, devant ses électeurs, la responsabilité d'un « no deal », mais n'avait en réalité aucune envie d'aboutir.

Curieusement, cet homme si peu motivé, cet hurluberlu hirsute, a obtenu in extremis en 2019 la mise en œuvre du départ du Royaume-Uni de l'Union européenne et, en 2020, tout aussi in extremis, un accord commercial avec la même Union européenne. Une grande victoire pour les Vingt-Sept, nous explique-t-on alors, puisqu'ils sont restés unis face à la perfide Albion. Certes. Mais l'observateur moins avisé qui se pencherait sur l'accord en question pourrait bien se dire qu'il est des vaincus plus mal en

point que Boris Johnson. Résumons : le Royaume-Uni obtient donc un accord de libre-échange avec l'Union européenne qui lui permet d'exporter ses produits vers le continent sans aucun droit de douane. Et l'Union veillera à ce qu'il n'y ait pas trop de distorsion de concurrence par une dérégulation forcenée, sous peine de possibles sanctions, à voter entre les Vingt-Sept. Et sinon ? Sinon, rien. Plus de soumission à la Cour de justice de l'Union européenne, plus de recours devant la Cour européenne des droits de l'homme, plus de règlements, plus de directives. Ah, si, comble du drame : les étudiants anglais ne bénéficieront plus d'Erasmus ! Ils devraient s'en remettre, dans la mesure où les universités britanniques sont plutôt mieux cotées que leurs homologues du continent, et dans la mesure, surtout, où les jeunes Anglais, d'une part, sont moins soumis à l'injonction d'apprendre des langues étrangères et, d'autre part, disposent de l'ensemble des pays du Commonwealth pour ces fameux voyages qui forment la jeunesse. Mais on se doit de regretter Erasmus, argument ultime de quiconque veut illustrer les grandes réussites de l'Union européenne...

Entendons-nous, il ne s'agit nullement de croire que le Brexit pourrait être un modèle pour la France. Le Royaume-Uni n'était ni dans la zone euro, ni dans l'espace Schengen, et n'entretenait pas avec le reste de l'Union la dépendance qui est la nôtre. Il y a beaucoup à faire pour la France en Europe, pour peu qu'elle cesse de la rêver et d'en jouer les bons élèves. Mais telle devrait être, justement, l'analyse menée sur le Brexit, plutôt qu'il soit servi aux citoyens européens une fable dans laquelle les méchants Britanniques vont forcément payer leur outrage à notre eschatologie commune. Les Anglais n'ont jamais eu l'intention de renoncer à une once de leur souveraineté au nom de l'idéal européen – on peut le déplorer, mais il est assez piquant de voir ceux-là mêmes qui ont voulu à toute force l'entrée du Royaume-Uni dans l'Union, ou leurs héritiers idéologiques, s'en offusquer aujourd'hui. Et, chose étonnante pour nos élites, celles d'outre-Manche pratiquent globalement une forme de patriotisme spontané qui les incite, malgré des désaccords profonds et des tensions politiques majeures, à croire en la puissance de leur démocratie.

Plutôt que de nous gausser des outrances de Boris Johnson, peut-être pourrions-nous constater qu'il a défendu les intérêts et la volonté des citoyens qui l'ont élu, et qu'il l'a fait avec un sens aigu du rapport de force. Et que l'exigence des citoyens anglais de « reprendre le contrôle » – contre Bruxelles, contre la City, contre tout ce qui leur semblait réduire la démocratie à quantité négligeable – est non seulement légitime, mais potentiellement contagieuse. ■

Chers lecteurs, si vous ne trouviez pas *Marianne* dans votre kiosque préféré, n'oubliez pas qu'il est disponible aussi chaque semaine en **PDF sur marianne.net pour 1,99 €.**